

La centrale thermique débranchée



Après 53 ans de bons et loyaux services, le dernier jour officiel de production de la centrale thermique a eu lieu hier. (Photo Quentin Déhais)

Industrie. La centrale thermique du Havre ne fait désormais plus partie du réseau électrique français. Une matinée d'actions et de prise de paroles a permis aux syndicalistes d'exprimer leur colère.

Un dernier baroud d'honneur. Pour ne pas mourir en silence. Après 53 ans de bons et loyaux services, le dernier jour officiel de production de la centrale thermique n'avait pas des allures de fête. Organisée par le comité social et économique de l'unité de production Cordemais Le Havre (CSE UPCLH), la matinée d'hier matin d'action et de prise de parole, a rassemblé des agents EDF, des retraités de la centrale, des élus venus qui, tous, ont réaffirmé « l'immense gâchis » que représente l'arrêt de la centrale. « On dénonce une dernière fois l'absurdité de la fermeture de la centrale », estime Frédéric Guérin, secrétaire général de la CGT et secrétaire adjoint du CSE de l'UPCLH pour qui c'est un gâchis social, économique et écologique. Social : « parce que si les agents EDF ne sont pas licenciés, leurs conjoints doivent suivre et alors perdent leur boulot ou divorcent ». Économique ensuite : « Au vu des 130 millions d'euros investis en 2002 pour la dépollution, puis en 2009 contre les émissions de monoxyde de carbone et avec la rénovation de la tranche 4 en 2015 pour une production censée durer jusqu'en 2035. » Écologique enfin, « parce qu'il a fallu,

pour suppléer la tension du réseau en janvier dernier, importer 8 000 Megawatts par jour d'Allemagne, d'une centrale non dépolluée pour les besoins des usagers. » « Or, pour le syndicaliste : « l'Allemagne produit son électricité à partir de lignite, qui rejette beaucoup plus de CO₂, mais aussi plus de dioxyde de soufre et d'oxyde d'azote ». « Nous ne sommes pas des pollueurs nés, poursuit-il. Nous sommes aussi des parents et la pollution, ça me parle. Or, les centrales charbon ne représentent que 1 % du CO₂ rejeté. Il ne reste que 5 tranches en France, toutes dépolluées comme celle du Havre, contrairement à celles qui tournent en Europe ».

Tous y voient une décision purement électoraliste du président Macron, cherchant à « verdir son bilan à bon

compte en vue des présidentielles » de 2022. Pis selon eux, Jean-Bernard Lévy, P.-D.G d'EDF a anticipé la volonté présidentielle. « Le retrait du réseau, annoncé en 2017 par Emmanuel Macron pour 2022, a été avancé à 2021 pour avoir la centrale du Havre sur l'autel de la réélection de Monsieur Macron », analyse Guillaume Argentin, délégué syndical CGT.

BIEN SEULS DANS LEUR COMBAT

Sébastien Jumel et de Jean-Paul Lecoq, tous deux députés communistes de la Seine-Maritime, ont exhorté les agents à rester mobilisés pour la défense du service public, particulièrement contre le projet Her-

cule. En dépit des arguments environnementaux avancés par les syndicalistes présents pour défendre « leur » centrale, paradoxalement aucun élu écologiste n'était à leur côté. « Ça les arrange que l'on ferme une centrale à charbon ! s'emporte Sébastien Ménesplier, secrétaire général de la Fédération nationale Mines Énergie CGT. Ils se fichent de la sécurité de l'emploi, ils s'en fichent qu'un bassin de vie autour des sites industriels soit socialement meurtri ». Les opérations de mise en sécurité, consistant à vidanger les fluides dangereux, vont durer jusqu'à juillet. Le démantèlement interviendra fin 2022.

ELÉONORA HURILLON-AJZENMAN

LE REDÉPLOIEMENT DES SALARIÉS

Trois cents familles parmi les agents EDF et les prestataires seraient concernées par l'arrêt de la centrale. « Parmi les 170 agents EDF concernés, 70 connaissent leur feuille de route, quoique le projet ne soit pas entièrement finalisé pour la moitié d'entre eux et 50 ne savent toujours pas où ils vont aller », précise Frédéric Guérin, secrétaire

général de la CGT pour qui la « passerelle » promise par Emmanuelle Wargon, secrétaire d'État à la Transition écologique venue au Havre en janvier 2020, assurant de reclasser les employés EDF, n'a jamais été bâtie. « Alors qu'on nous a vendu un "haut niveau social" chez EDF, les syndicats ont dû intervenir sur chaque contrat de

parcours pour aider au reclassement des agents », déplore le cégétiste. Reste le cas des 90 prestataires permanents et des 350 prestataires réguliers qui sont « hors radar ». L'un d'entre eux, l'antenne havraise de l'établissement Joseph Paris, s'approprierait à accuser six licenciements secs, selon Frédéric Guérin.